

Accord professionnel

**ZONE PUCE DE PLAN-DE-CAMPAGNE
(BOUCHES-DU-RHÔNE)**

ACCORD DU 27 NOVEMBRE 2009

RELATIF AU TRAVAIL DOMINICAL

NOR : ASET1050256M

Sachant :

- que pour la rentabilité des commerces installés et s'installant sur la zone de Plan-de-Campagne, il est apparu nécessaire et indispensable que l'activité s'y déroule également le dimanche ;
- que la plupart des entreprises et établissements sont amenés dans ce cadre à solliciter des arrêtés préfectoraux de dérogation au repos dominical de leurs salariés sur la base de l'article L. 3132-25-1 du code du travail ;
- que ces arrêtés ont une durée de 5 ans.

Considérant :

- que les organisations syndicales représentatives des salariés réaffirment leur opposition au travail du dimanche, mais sont contraintes de prendre en compte la spécificité de la zone PUCE de Plan-de-Campagne qu'elles n'ont pas voulue et pour laquelle elles n'ont pas été consultées ;
- que les organisations syndicales représentatives des employeurs, sauf cas spécifique ou légal et à la condition que les critères en vigueur soient respectés, défendent le principe du repos dominical et sont attachées au principe de la fermeture des entreprises le dimanche ;
- que l'attribution du repos hebdomadaire un autre jour que le dimanche cause d'importantes perturbations sur le plan de l'organisation et l'harmonisation de la vie familiale ;
- que les dérogations au repos dominical des salariés doivent demeurer exceptionnelles et ne pas devenir une pratique généralisée et étendue à d'autres zones commerciales ou centres commerciaux du département des Bouches-du-Rhône ;
- que, au fil du temps, l'activité économique développée le dimanche sur la zone de PUCE de Plan-de-Campagne représente en moyenne 28 % du chiffre d'affaires global ;

- que si cette activité devait cesser le dimanche du jour au lendemain, il y aurait nécessairement des conséquences importantes sur l'activité commerciale et l'emploi sur la zone PUCE de Plan-de-Campagne, ce que ne peuvent accepter les organisations signataires ;
- que, dans ces conditions, tout en respectant le cadre légal, les présents signataires estiment préférable de maintenir pendant une période de 5 ans le régime des dérogations ;
- que, dans ces conditions, les parties signataires conviennent d'accorder aux salariés concernés, quelle que soit leur catégorie, des garanties et des compensations salariales afin de faire cesser les disparités de situation qui existeraient à ce jour.

Il est convenu ce qui suit pour la zone PUCE de Plan-de-Campagne :

Paragraphe 1 :

Le présent accord concerne et s'applique à la zone de Plan-de-Campagne telle que déclarée PUCE conformément aux dispositions de la loi n° 2009-974 du 10 août 2009 et dont la délimitation est établie par l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2009 annexé au présent accord.

Paragraphe 2 :

Tout salarié, quel que soit son statut, sa fonction, l'effectif de l'entreprise ou de l'établissement, et de quelque branche professionnelle que ce soit, amené à travailler le dimanche dans le cadre des dérogations quinquennales préfectorales accordées sur la base de l'article L. 3132-25-1 du code du travail, devra bénéficier des garanties ou des compensations telles que stipulées ci-après.

Paragraphe 3 :

Tout salarié d'une entreprise ou d'un établissement de commerce de détail de l'ameublement, quels que soient son statut, sa fonction et l'effectif de ladite entreprise ou dudit établissement, amené à travailler le dimanche dans le cadre des dérogations légales conformément aux articles L. 3132-12 et R. 3132-5 du code du travail devra bénéficier des garanties ou des compensations telles que stipulées ci-après.

Paragraphe 4 :

En conséquence, les dispositions du présent accord sont indissociables et ne sauraient être appréciées séparément.

Une entreprise ou un établissement de la zone PUCE Plan-de-Campagne ne pourra dénoncer un accord collectif, un usage ou un contrat de travail prévoyant des avantages plus favorables pour les salariés travaillant le dimanche, pour se placer dans le champ d'application du présent accord.

Paragraphe 5 :

Les entreprises et établissements de la zone PUCE de Plan-de-Campagne s'engagent à ne créer aucune discrimination entre le salarié amené à travailler le dimanche et les autres salariés, notamment lors de la rédaction du contrat de travail ou des avenants les liant à leur employeur, à l'exception des avantages directement liés au travail du dimanche.

Les entreprises et établissements de la zone PUCE de Plan-de-Campagne s'engagent également à ne procéder à aucune discrimination entre le salarié amené à travailler le dimanche et les autres salariés, notamment en matière d'évolution de carrière, de formation ou de rémunération, à l'exception des avantages directement liés au travail du dimanche.

Paragraphe 6 :

Les entreprises et établissements de la zone PUCE de Plan-de-Campagne s'engagent à limiter le recours à des contrats de travail à durée déterminée et à des contrats de travail temporaire pour travailler le dimanche.

Paragraphe 7 :

Les entreprises et établissements de la zone PUCE Plan-de-Campagne s'engagent à favoriser l'embauche des publics en difficulté et des personnes handicapées.

Paragraphe 8 :

Les salariés, quels que soient leur statut, leur fonction et l'effectif de leur entreprise ou de leur établissement, ayant travaillé le dimanche bénéficieront de 2 jours de repos.

Un jour de repos sera fixé par l'entreprise ou par l'établissement en fonction des nécessités d'organisation de ladite entreprise ou dudit établissement au cours de la semaine suivant chaque dimanche travaillé, sous réserve d'un délai de prévenance de 10 jours calendaires, sauf dispositions conventionnelles plus favorables.

Un jour de repos sera fixé par l'entreprise ou l'établissement, après accord du salarié, en fonction des nécessités d'organisation de ladite entreprise ou dudit établissement. Toutefois, à la demande expresse du salarié, ce jour de repos supplémentaire pourra être travaillé et ouvrira droit à rémunération et éventuellement aux majorations prévues pour les heures supplémentaires suivant les cas prévus par la loi, les conventions collectives, les accords collectifs et les contrats de travail. Les salariés en convention de forfait jour pourront demander à leur entreprise ou à leur établissement soit la rémunération de ce jour, conformément aux dispositions légales, soit l'application des dispositions prévues par la loi, les conventions collectives, les accords collectifs, les contrats de travail et l'accord des parties concernant notamment le report des jours sur l'exercice suivant.

Paragraphe 9 :

Les salariés, quels que soient leur statut, leur fonction et l'effectif de leur entreprise ou de leur établissement, ayant travaillé le dimanche, bénéficieront en plus de la rémunération de leurs heures travaillées ce jour-là, majorées des pourcentages prévus pour les heures supplémentaires suivant les cas prévus par la loi, les conventions collectives, les accords collectifs et les contrats de travail, en fonction de leur ancienneté, des contreparties salariales suivantes :

- salariés justifiant d'une ancienneté continue dans l'entreprise ou l'établissement inférieure à 18 mois : une majoration fixée à 100 % du SMIC horaire en vigueur par dimanche travaillé, appliquée aux heures de travail effectif ;
- salariés justifiant d'une ancienneté continue dans l'entreprise ou l'établissement d'au moins 18 mois :
 - à compter du 1^{er} janvier 2010 et jusqu'au 31 décembre 2011 : 100 % du SMIC horaire en vigueur par dimanche travaillé appliqué aux heures de travail effectif, majoré d'une prime de 4 % de la valeur horaire du SMIC en vigueur ;
 - à partir du 1^{er} janvier 2012 et jusqu'au 31 décembre 2013 : 100 % du SMIC horaire en vigueur par dimanche travaillé appliqué aux heures de travail effectif, majoré d'une prime de 7 % de la valeur horaire du SMIC en vigueur ;

- à partir du 1^{er} janvier 2014 et jusqu'au 31 décembre 2014 : 100 % du SMIC horaire en vigueur par dimanche travaillé appliqué aux heures de travail effectif, majoré d'une prime de 10 % de la valeur horaire du SMIC en vigueur.

Dès lors que l'ancienneté serait acquise au cours de l'une des périodes ci-dessus mentionnées, les salariés concernés bénéficieront de la majoration prévue par chaque période à compter du jour où l'ancienneté sera acquise.

Paragraphe 10 :

Chaque salarié amené à travailler le dimanche peut à tout moment demander, par écrit, à bénéficier d'une priorité pour occuper ou reprendre un emploi ressortissant à sa catégorie professionnelle ou un emploi équivalent ne comportant pas le travail le dimanche, dans le même établissement ou à défaut dans la même entreprise. Les entreprises et établissements de la zone PUCE de Plan-de-Campagne s'engagent à respecter les dispositions du paragraphe 5 du présent accord.

Paragraphe 11 :

Conformément aux dispositions du protocole d'accord Plan-de-Campagne du 23 janvier 2002, chaque salarié volontaire pourra bénéficier s'il le souhaite d'un certain nombre de dimanches de repos par an, à prendre par roulement, en fonction des nécessités d'organisation de l'entreprise ou de l'établissement, et de la taille des entreprises ou des établissements :

- jusqu'à 10 salariés (1) : 6 dimanches (hors congés payés) ;
- de 11 à 49 salariés (1) : 12 dimanches (hors congés payés) ;
- 50 salariés et au-delà (1) : 15 dimanches (hors congés payés).

Pour tenir compte des contraintes d'organisation des entreprises et des établissements, les salariés devront formuler leur demande par écrit sous réserve de respecter un délai de préavis de 1 mois.

Paragraphe 12 :

Lorsque les entreprises et établissements implantés sur la zone PUCE de Plan-de-Campagne, ou qui viendraient à s'y implanter, saisiront le préfet d'une demande de dérogation au repos dominical, toutes les parties signataires du présent accord s'engagent à émettre un avis favorable sur lesdites demandes, à la condition expresse que les entreprises ou établissements concernés appliquent les dispositions du présent accord et les dispositions légales en vigueur à la date de leur demande.

Paragraphe 13 :

En vue de la mise en œuvre du présent accord, il sera constitué une commission de suivi composée de l'ensemble des parties signataires. Elle se réunira au moins 1 fois par an et sera informée des difficultés provenant de l'application du présent accord.

La commission pourra être également réunie, en cas d'urgence, à la demande d'une des parties signataires dans un délai maximum de 1 mois. La demande devra être adressée par écrit au secrétariat de la commission de suivi.

(1) Les seuils d'effectifs ci-dessus s'apprécient en équivalent salariés temps plein.

Paragraphe 14 :

Les parties signataires conviennent de se réunir, en cas de besoin, pour tenir compte de l'évolution sociale et économique de la zone PUCE Plan-de-Campagne par rapport à son environnement.

Paragraphe 15 :

Les signataires du présent accord renoncent à exercer tout recours pour en contester la validité, ainsi qu'à l'encontre des arrêtés de dérogation délivrés par le préfet dans le cadre des dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2009 susvisé au paragraphe 1^{er} du présent accord, sur toutes demandes conformes au présent accord, pendant la durée d'application du présent accord.

Paragraphe 16 :

L'UPE 13 en tant que partie signataire s'engage à diffuser le présent accord auprès de toutes les entreprises ou établissements de la zone PUCE Plan-de-Campagne et à les sensibiliser au respect des dispositions du présent accord.

Paragraphe 17 :

Le présent accord est conclu pour une durée de 5 ans à compter de la date de sa signature.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UPE 13 ;
MEDEF 13.

Syndicats de salariés :

CGT-FO ;
CFTC ;
CFE-CGC.